ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 23 octobre 1968, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique ou mental" a donné en ses séances des 6 janvier 1969, 8 janvier 1969, 14 janvier 1969, 15 janvier 1969, 22 janvier 1969, 28 janvier 1969 et 29 janvier 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e oktober 1968 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de bescherming van de goederen van personen die wegens hun lichaams- of geestestoestand geheel of gedeeltelijk onbekwaam zijn die te beheren", heeft op de zittingen van 6 januari 1969, 8 januari 1969, 14 januari 1969, 15 januari 1969, 22 januari 1969, 28 januari 1969 en 29 januari 1969 het volgend advies gegeven :

Le projet a en premier lieu pour but d'assurer la protection des biens des malades mentaux, qui fait actuellement l'objet du chapitre VII de la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés.

Il constitue ainsi le complément du projet relatif à la protection de la personne des malades mentaux (L.10.564).

Toutefois, les mesures prévues ne se limitent pas à la protection des biens des seuls malades mentaux mais s'étendent à toute personne majeure atteinte d'une altération durable de sa condition physique de nature à entraver l'expression de sa volonté. C'est ce qui explique que les dispositions envisagées font l'objet d'un projet de loi distinct.

Article 3.

L'article 3, § 1er, du projet prévoit que le juge de paix peut pourvoir une personne d'un administrateur provisoire spécial à la demande de l'intéressé lui-même, de ses conjoint, parents, alliés ou créanciers ou sur la réquisition d'office du procureur du Roi. Le juge ne peut, dès lors, prendre une telle mesure d'office. Le cas pourrait cependant se présenter où le juge serait saisi d'une requête tendant à une mesure de protection de la personne d'un malade mental, sur la base de l'article 2 de la loi en projet relative à la protection de la personne des malades mentaux, sans pour autant que la dite requête postule la désignation d'un administrateur provisoire spécial.

Bien que le juge puisse, en vertu de l'article 2 précité, déterminer "le genre de la mesure de protection appro-

./.

priée", il ne peut cependant prendre une mesure relative à la protection des biens, relevant d'une législation distincte, sur la base du dit article 2, lequel est contenu dans une loi qui, comme le précise l'exposé des motifs de celle-ci, "ne vise que les problèmes relatifs à la protection de la personne".

Dans le cas où une requête serait introduite par une personne autre que le malade mental et où l'état de celui-ci ainsi que la mesure de protection qui serait prise quant à sa personne impliqueraient la nécessité de pourvoir l'intéressé d'un administrateur provisoire spécial, le juge devrait pouvoir en décider d'office, même s'il n'a pas été saisi de la requête prévue à cette fin par l'article 3, § ler, du présent projet.

Le texte de l'article 3, § ler, pourrait être complété par un alinéa à insérer après l'alinéa ler, et qui serait rédigé comme suit :

" Le juge peut prendre cette mesure d'office lorsqu'il est saisi, par une personne autre que le malade lui-même, de la requête prévue à l'article 2, § ler, de la loi relative à la protection de la personne des malades mentaux".

Par ailleurs, le § ler devrait débuter comme suit :

" § ler. A sa demande, à celle de son conjoint, d'un de ses parents, alliés ou créanciers ou sur la réquisition du procureur du Roi .....".

*
* *

./.

Il faudrait prévoir que la mesure envisagée par l'article 3, § 1er, alinéa 1er, ne doit pas être prise à l'égard du malade interdit ou déjà pourvu d'un administrateur provisoire désigné par le tribunal conformément à l'article 1246 du Code judiciaire.

A cette fin, l'alinéa 1er devrait être complété en ces termes : "... par le juge de paix du canton de son domicile, sauf si elle est interdite ou pourvue d'un administrateur provisoire conformément à l'article 1246 du Code judiciaire".

*
* *

L'article 3, § 1er, du projet prévoit que la demande tendant à la désignation d'un administrateur provisoire spécial doit être accompagnée d'un certificat médical, le juge de paix ayant en outre la faculté, mais non l'obligation, de demander un avis médical avant de statuer.

Dans la législation actuelle sur le régime des aliénés (article 29 de la loi du 18 juin 1850), la possibilité pour le juge de désigner un administrateur provisoire spécial est limitée aux personnes à l'égard desquelles une décision soit de placement dans un établissement, soit de séquestration à domicile a été prise, décision qui, dans le dernier cas, requiert obligatoirement l'intervention de deux médecins dont l'un est désigné par le juge de paix (article 25 de la loi précitée).

L'alinéa 2 du § 1er de l'article 3 du projet devrait débuter comme suit :

./.

" La demande est accompagnée ... n'ayant pas plus de quinze jours de date ...".

*
* *

Le dernier alinéa de l'article 3, § 1er, prévoit que "le juge de paix choisit, de préférence, en qualité d'administrateur provisoire spécial, le conjoint ou un membre de la proche famille".

Il résulte du § 3 du même article, qui se réfère notamment aux dispositions du Code civil sur les causes qui dispensent de la tutelle, que la mission d'administrateur provisoire constitue une obligation pour la personne désignée par le juge. Il y a lieu de relever, à cet égard, que si l'épouse doit être choisie de préférence pour cette mission, il lui sera toujours loisible de la refuser en vertu de l'article 432 du Code civil.

*
* *

Le § 2 de l'article 3 prévoit que "si la personne visée à l'article 1er a donné à un tiers des pouvoirs suffisants pour la gestion de ses biens et que le juge de paix estime ce dernier apte à remplir la mission qui lui est confiée, il n'est pas procédé à la désignation d'un administrateur provisoire spécial".

Par ailleurs, l'exposé des motifs signale que "si le malade a déjà pris la précaution de donner les pouvoirs nécessaires à une tierce personne, le juge agréera celle-ci comme administrateur provisoire ...".

./.

Il ne faut pas perdre de vue que la situation envisagée est celle d'une personne qui se trouve dans l'impossibilité de gérer ses biens ou d'en contrôler la gestion et qui, par conséquent, doit être dotée d'une protection efficace et permanente.

Or, les pouvoirs conférés par le malade trouveront leur source dans un mandat, par nature révocable; ils pourront, en outre, quant à leur étendue et aux modalités de leur exercice, différer des pouvoirs attribués à l'administrateur provisoire spécial en vertu du projet. Ces éléments sont de nature à provoquer des difficultés et des contestations.

Il serait, dès lors, préférable de s'inspirer de la solution indiquée dans l'exposé des motifs et de prévoir, de plus, que la désignation en qualité d'administrateur provisoire spécial mettra fin au mandat conféré par le malade, ceci afin d'éviter que la gestion des biens de l'intéressé soit soumise à une dualité de régime, génératrice de conflits.

Compte tenu des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé pour le § 2 de l'article 3 :

" § 2. Si la personne visée à l'article ler a donné à un mandataire des pouvoirs suffisants pour la gestion de ses biens et que le juge de paix estime ce dernier apte à remplir la mission d'administrateur provisoire spécial, il le désigne en cette qualité. Cette désignation met fin au mandat conféré par le malade".

Si cette solution est adoptée, il y aura lieu de supprimer, à l'alinéa 3 de l'article 4 du projet, les mots : "et du tiers visé à l'article 3, § 2".

./.

Article 4.

Aux termes des articles 4, alinéa 3, et 8, alinéa 2, la mission de l'administrateur provisoire, spécial ou général, prend fin en cas d'interdiction de la personne dont il gère les biens.

Toutefois, pas plus que les lois antérieures, le projet ne règle le cas des possibilités de conflits qui pourraient résulter d'une mesure d'administration provisoire prise en vertu du projet et de la désignation d'un conseil judiciaire, antérieure ou postérieure à cette mesure.

Si, d'une part, les mesures prévues par le projet constituent une protection plus étendue que celles qui font l'objet des articles 513 et suivants du Code civil, d'autre part, la nullité de droit prévue par l'article 502 du Code civil constitue une sanction plus rigoureuse. En outre, la désignation d'un conseil judiciaire conserve ses effets jusqu'à ce que le tribunal en ordonne la main-levée, tandis que les pouvoirs de l'administrateur provisoire sont limités soit à la durée du maintien dans l'établissement (administrateur provisoire général), soit au terme fixé par l'article 4 du projet (administrateur provisoire spécial).

La mission d'assistance du conseil judiciaire et la représentation du malade par un administrateur provisoire sont incompatibles.

Pour écarter cette incompatibilité, il conviendrait de prévoir que les effets de la mise sous conseil judiciaire sont suspendus pendant la période d'administration provisoire.

./.

Sous réserve de l'observation qui précède, la rédaction suivante est proposée pour l'article 4 :

" Article 4.

L'administrateur provisoire spécial est désigné pour un terme de trois ans. Ce terme peut être renouvelé.

Le juge de paix peut mettre fin à la mission de l'administrateur provisoire spécial, à la requête de la personne dont les biens sont gérés par cet administrateur ou de toute autre personne intéressée.

La mission de l'administrateur provisoire spécial cesse de plein droit en cas d'interdiction de la personne dont il gère les biens ou de désignation d'un administrateur provisoire conformément à l'article 1246 du Code judiciaire".

Article 6.

La rédaction suivante est proposée :

" Article 6.

§ 1er. Sur requête du chef de l'établissement pour malades mentaux, le juge de paix du canton de la situation de l'établissement désigne un administrateur provisoire général qui exercera de plein droit ses fonctions à l'égard de toute personne ayant fait l'objet d'une décision de maintien dans l'établissement, sauf si cette personne est interdite ou pourvue d'un administrateur provisoire conformément à l'article 1246 du Code judiciaire ou à l'article 3, §§ 1er et 2, de la présente loi.

./.

Les dispositions du Code civil ... (comme au projet) ...

§ 2. Ni le propriétaire, ni le chef de l'établissement pour malades mentaux, ni aucune autre personne attachée à cet établissement ne peuvent être désignés comme administrateur provisoire général".

Article 7.

Cette disposition pourrait être rédigée comme suit :

" Article 7.

Le juge de paix, en désignant un administrateur provisoire général, décide à quelles dates de l'année celui-ci sera tenu de lui soumettre des états de situation de sa gestion. Le juge de paix peut, en outre, s'il y a lieu, exiger des garanties de l'administrateur provisoire général, soit au moment de la désignation, soit en cours de fonction. Avec l'accord du juge de paix, le propriétaire ou le chef de l'établissement auprès duquel l'administrateur provisoire général exerce ses fonctions pourra fournir les garanties exigées de celui-ci".

Article 8.

Aux termes du § ler de cet article, les pouvoirs conférés à l'administrateur provisoire général cessent de plein droit dès que le malade aura quitté définitivement l'établissement.

La décision en vertu de laquelle le malade quitte l'établissement soit à l'essai, soit définitivement, ne fait l'objet d'aucune publicité.

./.

L'intention du gouvernement paraît être de maintenir le régime de l'administration provisoire pendant la période où le malade est autorisé à quitter l'établissement à titre d'essai.

Il est à craindre que les tiers ignorent que l'intéressé, bien que ne se trouvant pas dans un établissement, est néanmoins soumis au régime de l'administration provisoire générale.

*
* *

La rédaction de l'article 3, § 1er, alinéa 1er, du projet donne à entendre que la faculté de désigner un administrateur provisoire spécial est supprimée dès que le malade séjourne dans un établissement sous le régime de l'administration provisoire générale. Par contre, l'article 8, alinéa 2, du projet, permet d'affirmer qu'un administrateur provisoire spécial peut encore être désigné après le maintien du malade dans l'établissement.

Il conviendrait de mettre les deux textes en harmonie, d'une part, en supprimant dans l'article 3, § 1er, alinéa 1er, les mots : "et ne séjournant pas dans un établissement pour malades mentaux dans les conditions prévues à l'article 6" et, d'autre part, en rédigeant l'alinéa 2 de l'article 8 de la manière ci-après indiquée.

La rédaction suivante est proposée :

" Article 8.

Les pouvoirs conférés à l'administrateur provisoire général cessent de plein droit dès que le malade aura quitté définitivement l'établissement.

./.

Ils cessent également si la personne dont les biens sont gérés par cet administrateur est interdite ou pourvue d'un administrateur provisoire conformément à l'article 1246 du Code judiciaire ou à l'article 3, §§ 1er et 2, de la présente loi".

Articles 9 et 10.

L'article 9, alinéa 2, énumère les actes de gestion et de disposition que peut accomplir l'administrateur provisoire, général ou spécial. L'article 10 porte que les pouvoirs de cet administrateur peuvent être étendus, par ordonnance du juge de paix, "à d'autres actes de gestion et même à des actes de disposition".

Il serait plus logique de remplacer par l'article 10 le dernier alinéa de l'article 9 et de faire de cet alinéa, qui traite d'un cas propre à l'administrateur provisoire spécial, un nouvel article 10.

Quant à la dernière phrase de l'article 10 du projet, il y aurait lieu de préciser si l'expression "les actes autorisés" vise chaque acte individuellement ou des catégories d'actes.

Compte tenu de ces observations, le texte suivant est proposé :

" Article 9.

L'administrateur provisoire procède ... (comme au projet) ...

L'administrateur provisoire passe les baux ... (comme au projet) ...

./.

- 12 -

Si la gestion des biens de la personne pourvue d'un administrateur provisoire l'exige, les pouvoirs de celui-ci peuvent être étendus à d'autres actes, par ordonnance du juge de paix sur requête de l'administrateur provisoire. L'ordonnance précise ... (voir avis) ...

Article 10.

Le juge de paix peut, en tenant compte de la nature et de la consistance des biens à gérer et de l'état de la personne à protéger, limiter à une partie des actes repris à l'article 9, alinéas 1er et 2, les pouvoirs de l'administrateur provisoire spécial qu'il désigne".

Article 11.

Il y aurait lieu de préciser dans le texte ou tout au moins dans l'exposé des motifs la portée des termes "à l'exclusion des pensions et autres allocations sociales".

./.

Articles 12 et 13.

Par souci de concordance avec l'article 13 du projet, l'alinéa 1er de l'article 12 devrait être rédigé de la manière précisée ci-après et suivi d'un deuxième alinéa reprenant la matière de l'article 13. Quant aux alinéas 2 et 3 de l'article 12, ils pourraient faire l'objet d'un article 13 nouveau.

Le texte suivant est proposé :

" Article 12.

La personne maintenue dans un établissement ou pourvue d'un administrateur provisoire spécial est, sauf preuve contraire, réputée se trouver dans l'impossibilité d'exprimer sa volonté.

Le cocontractant de cette personne ne peut opposer le vice ou le défaut de consentement de celle-ci.

Article 13.

L'article 1304, alinéa 1er, du Code civil, est applicable au délai de l'action en nullité fondée sur l'article 12, alinéa 1er, de la présente loi. Ce délai court à partir du jour où, après la période de maintien dans l'établissement ou de l'administration provisoire, l'intéressé a connaissance de l'acte accompli par lui pendant cette période.

./.

Si le délai n'a pas commencé à courir à l'égard de l'auteur de l'acte au moment de son décès, il court à l'égard de ses héritiers à partir du jour où ils ont connaissance de l'acte".

Article 14.

A défaut de disposition contraire dans le projet, le domicile de l'administrateur provisoire, dont il est question dans l'article 14, est celui que déterminent les règles du Code civil et non pas celui que définit l'article 36 du Code judiciaire.

Article 15.

La modification apportée à l'article 594, 16°, du Code judiciaire ne devrait pas se borner à n'indiquer qu'une seule des compétences attribuées au juge de paix.

Article 17.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

" Article 17.

La présente loi entre en vigueur le premier jour du ... mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au Moniteur belge.

Le Roi peut la mettre en vigueur avant cette date".

./.

OBSERVATIONS FINALES.

Aux termes de l'article 1026, 5°, du Code judiciaire, la requête doit contenir, à peine de nullité, la signature de l'avocat de la partie, sauf lorsque la loi en dispose autrement. L'article 1027 du même Code énonce que "sauf les exceptions expressément prévues par la loi, elle ne peut être présentée que par un avocat".

Ces deux dispositions font suite à l'article 1025 du Code judiciaire, qui prévoit que "sauf les cas où il y est formellement dérogé par la loi, les procédures sur requête sont réglées ainsi qu'il est dit au présent titre".

En présence de ces dispositions formelles qui exigent une dérogation expresse de la loi, pour que la procédure réglée par le Code judiciaire ne s'applique pas, il faudrait conclure que toutes les requêtes prévues dans le projet de loi relative à la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique ou mental, doivent être signées et présentées par un avocat. Une seule exception - implicite mais indubitable - est apportée par les dispositions qui permettent la requête verbale et la simple lettre. Dans les autres cas, même si la requête est l'oeuvre du bourgmestre ou du chef de l'établissement, on pourra soutenir - et plaider - qu'elle est nulle pour le vice de forme qui consiste dans l'inobservation des articles 1026 et 1027 du Code judiciaire.

Il appartiendra au Gouvernement de décider de l'opportunité d'apporter, pour les requêtes qu'il désignera, une dérogation expresse aux dispositions précitées du Code judiciaire.

* * *

./.

Il conviendra de voir si des dispositions transitoires ne doivent pas être ajoutées au projet, afin d'éviter les difficultés susceptibles de naître au cours de la période qui s'étendra de l'abrogation de la législation actuellement en vigueur à l'application pratique des institutions et des règles nouvelles.

*
* *

Soit le présent projet, soit le projet de loi relative à la protection de la personne des malades mentaux (L. 10.564) est susceptible d'avoir des incidences sur les textes suivants :

1° Décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire. Titre XI - Des juges en matière de police. Article 3. Les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux sont :
(...)
6° le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par les insensés ou les furieux laissés en liberté, et par la divagation des animaux malfaisants ou féroces.

2° Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat.
Article 18. Le notaire tiendra exposé, dans son étude, un tableau sur lequel il inscrira les noms, prénoms, qualités et demeures des personnes qui, dans l'étendue du ressort où il peut exercer, sont interdites et assistées d'un conseil judiciaire, ainsi que la mention des jugements relatifs; le tout immédiatement après la notification qui en aura été faite, et à peine des dommages-intérêts des parties.

./.

3° Code civil.

a) Article 174. A défaut d'aucun ascendant, le frère ou la soeur, l'oncle ou la tante, le cousin ou la cousine germains, majeurs, ne peuvent former aucune opposition que dans les deux cas suivants :

1° ....

2° Lorsque l'opposition est fondée sur l'état de démence du futur époux : cette opposition, dont le tribunal pourra prononcer mainlevée pure et simple, ne sera jamais reçue qu'à la charge, par l'opposant, de provoquer l'interdiction, et d'y faire statuer dans le délai qui sera fixé par jugement.

b) Article 510. Les revenus d'un interdit doivent être essentiellement employés à adoucir son sort et à accélérer sa guérison. Selon les caractères de sa maladie et l'état de sa fortune, le conseil de famille pourra arrêter qu'il sera traité dans son domicile, ou qu'il sera placé dans une maison de santé. Si l'interdit est indigent, le conseil de famille pourra s'adresser à la commission d'assistance publique, qui ordonnera son admission dans un établissement d'assistance.

ainsi modifié par la loi du 15 décembre 1949, article 18.

c) Article 838. Si tous les cohéritiers ne sont pas présents ou représentés par un mandataire de leur choix, ou s'il y a parmi eux des interdits, des aliénés colloqués ou séquestrés, ou des mineurs, même émancipés, ou si la succession est acceptée sous bénéfice d'inventaire, le partage doit être fait dans les formes prévues à l'article 1206 du Code judiciaire.

ainsi modifié par la loi du 10 octobre 1967, article 3, article 101.

./.

d) Livre III, titre VIII, chapitre II, section IIbis, article 16.

(...) III. Le mineur, l'interdit, le nu-propriétaire, la femme mariée, l'absent ou leurs héritiers peuvent s'opposer au renouvellement du bail consenti. Lors de leur intervention s'ils ont repris la libre administration de leurs biens.

e) Article 2003. Le mandat finit,

Par la révocation du mandataire,

Par la renonciation de celui-ci au mandat,

Par la mort (...), l'interdiction ou la déconfiture, soit du mandant, soit du mandataire.

ainsi modifié par la loi du 15 décembre 1949, article 28, 26°.

4° Décret du 25 septembre 1813 concernant les mineurs ou interdits, propriétaires d'une action de la banque de France ou de portions d'action n'excédant pas ensemble une action entière.

Article 1er. Les dispositions de la loi du 24 mars 1806, relatives au transfert d'inscriptions de cinq pour cent consolidés, appartenant à des mineurs ou interdits, sont rendues applicables aux mineurs ou interdits propriétaires d'actions ou portions d'action de la banque de France, toutes les fois qu'ils n'auraient qu'une action ou un droit dans plusieurs actions, n'excédant pas en totalité une action entière.

5° Loi du 31 mai 1824 portant quelques dispositions nouvelles, relatives à la perception des droits de timbre et d'enregistrement.

Article 25. La loi du 21 août 1816 (Journal officiel

./.

n° 38) est rapportée et abolie, sauf toutefois les dispositions ci-après, et spécialement celles de l'article 10 de la dite loi ainsi conçu :

" Il est expressément défendu à toutes administrations et directions générales ou communales, directions, inspections ou collèges des digues et polders; directions des caisses ou fonds des pauvres et des veuves, diaconies, corporations et fabriques d'église; maisons de charité ou fondations pieuses, chambres d'orphelins ou de successions délaissées, ou autres semblables établissements; ainsi qu'à tous tuteurs et curateurs fidéicommissaires et possesseurs temporaires ou conditionnels de propriétés, d'employer aucune partie des fonds qu'ils ont trouvés ou trouveront disponibles dans leurs administrations, successions et héritages, ou qui pourront échoir par la suite, entre leurs mains, à faire aucun placement ni aucune acquisition dans les fonds étrangers, ni même dans aucune espèce d'obligations, récépissés, actions ou certificats de participation de fonds étrangers qui pourraient être délivrés dans le royaume même avec ou sans notre autorisation; bien entendu cependant, qu'ils pourront conserver en nature les effets étrangers qui sont maintenant en la possession de leurs pupilles, administrations et directions, ou qui pourraient leur échoir dans la suite, par héritage ou autrement".

6° Loi communale du 30 mars 1836.

Article 131. Le conseil communal est tenu de porter annuellement au budget des dépenses toutes celles que les lois mettent à la charge de la commune et spécialement les suivantes :

(...)

./.

16° Les frais d'entretien et de traitement des aliénés indigents et ceux d'entretien des indigents (...), admis dans les hôpitaux ou reçus provisoirement, ou du consentement de la commune, dans les hospices des communes où ils n'ont pas droit à des secours publics, s'il n'est pas pourvu à des frais par les établissements des hospices ou de bienfaisance, sans préjudice des subsides à fournir par les provinces, dans les cas déterminés par la loi.

7° Loi provinciale du 30 avril 1836.

a) Article 69. Le conseil est tenu de porter annuellement au budget des dépenses toutes celles que les lois mettent à la charge de la province et spécialement les suivantes :

(...)
15° Le traitement des aliénés indigents (...) , lorsqu'il sera reconnu par le conseil que les communes n'ont pas le moyen d'y pourvoir.

b) Article 80. Le conseil détermine la part des communes dans les dépenses occasionnées par la garde de leurs aliénés indigents.

8° Loi du 16 décembre 1851 sur la revision du régime hypothécaire.

Article 47. Les droits et créances auxquels l'hypothèque légale est attribuée sont : ceux des femmes mariées, sur les biens de leur mari; ceux des mineurs et interdits, sur les biens de leur tuteur; ceux des personnes placées dans des établissements d'aliénés, sur les biens de leur administrateur provisoire; ceux de l'Etat, des provinces, des communes et des établissements publics, sur les biens des receveurs et administrateurs comptables.

./.

9° Code pénal.

a) Article 556. Seront aussi punis d'une amende de cinq francs à quinze francs :

(...)

2° Ceux qui auront laissé divaguer des fous ou des furieux étant sous leur garde, ou des animaux malfaisants ou féroces;

(...).

b) Article 559. Seront punis d'une amende de dix francs à vingt francs :

(...)

2° Ceux qui auront causé la mort ou la blessure grave des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, par l'effet de la divagation des fous ou furieux, d'animaux malfaisants ou féroces ou par la rapidité, la mauvaise direction ou le chargement excessif des voitures, chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture;

(...)

10° Arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé.

Article 6. Le Ministre des Finances peut conserver ou attribuer tout ou partie de la pension à l'orphelin ayant atteint l'âge de 18 ans et se trouvant, par suite de démence, d'idiotie ou d'infirmité, dans l'impossibilité de pourvoir à sa subsistance.

Les modalités d'application du présent article sont établies par arrêté royal.

./.

11° Arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie.

Article 6. Le Ministre de la Défense nationale peut conserver ou attribuer tout ou partie de la pension à l'orphelin ayant atteint l'âge de dix-huit ans et se trouvant, par suite de démence, d'idiotie ou d'infirmité, dans l'impossibilité de pourvoir à sa subsistance.

Les modalités d'application du présent article sont établies par arrêté royal.

12° Arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, confirmé par la loi du 16 juin 1947, article 2.

Article 162. Sous la réserve indiquée à l'article 163, sont exemptés de la formalité de l'enregistrement :

(...)

18° les actes, jugements et arrêts relatifs à la procédure en vue de la sortie d'une personne internée dans un établissement d'aliénés, ou en matière de séquestration à domicile;

ainsi modifié par la loi du 23 décembre 1958, article 35.

13° Arrêté du Régent du 26 juin 1947 contenant le Code des droits de timbre, confirmé par la loi du 14 juillet 1951, article 1er, 1°.

Article 59[1]. Sont exemptés du droit de timbre :

(...)

./.

32° les actes relatifs à la procédure en vue de la sortie d'une personne internée dans un établissement d'aliénés ou en matière de séquestration à domicile;

ainsi modifié par la loi du 23 décembre 1958, article 35.

14° Loi du 27 juin 1956 relative au Fonds spécial d'assistance.

Article 3, § 1er. Sont supportés par le Fonds spécial d'assistance :

1° les frais de l'entretien et du traitement des indigents atteints d'aliénation mentale.

Ne sont considérés comme atteints d'aliénation mentale que les indigents qui ont été admis dans un asile d'aliénés ou séquestrés en exécution de l'article 7 ou de l'article 25 des lois des 18 juin 1850 et 28 décembre 1873 coordonnées par l'arrêté royal du 25 janvier 1874, pour une cause autre que la démence sénile.

15° Loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Article 43. Lorsque, en raison de l'état mental du mineur, son séjour dans un établissement psychiatrique est nécessaire, le tribunal de la jeunesse peut, après expertise psychiatrique et par décision motivée, ordonner sa collocation. Dès que celle-ci a cessé d'être indispensable, le chef de l'établissement psychiatrique en donne avis par écrit au ministère public près le tribunal de la jeunesse et il est procédé, pour le surplus, comme il est dit à l'article 13 de la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés, modifiée par la loi du 28 décembre 1873.

Pendant la durée de la collocation d'un mineur, l'application de la présente loi est suspendue à son égard.

./.

16° Code judiciaire.

a) Article 567. Le tribunal saisi d'une demande peut autoriser la femme mariée à ester en jugement tant en demandant qu'en défendant, selon les règles énoncées aux articles 226bis à 226septies du Code civil.

Il peut pareillement nommer un tuteur ou un administrateur légal ad hoc pour remplacer dans l'instance le tuteur ou l'administrateur légal absent ou empêché.

b) Article 594. Le juge de paix, saisi par voie de requête, statue :

(...)

15° sur la demande tendant à autoriser la séquestration à domicile d'une personne atteinte d'aliénation mentale ;

16° sur la demande tendant à faire désigner un administrateur provisoire général ou spécial aux personnes placées dans des établissements d'aliénés ou séquestrées à domicile et qui ne sont pas interdites, ni placées sous tutelle, ni pourvues d'un administrateur provisoire, conformément à l'article 497 du Code civil ;

(...)

c) Article 598. Le juge de paix assiste :

1° aux ventes publiques des biens immeubles et aux partages auxquels sont intéressés des mineurs, des interdits, des absents, des personnes internées par application de la loi sur la défense sociale et des personnes qui, atteintes d'aliénation mentale, sont colloquées dans un établissement d'aliénés ou séquestrées à domicile ;

(...)

d) Article 627. Est seul compétent pour connaître de la demande:

(...)

6° le juge du lieu de la situation de l'établissement lorsqu'il s'agit de demandes formées en vertu de l'article 17 des lois coordonnées sur le régime des aliénés et tendant à la sortie d'un aliéné ;

(...)

.../...

e) Article 764. Sauf devant le juge de paix, sont, à peine de nullité, communiquées au ministère public :

(...)

2° les demandes relatives à l'envoi en possession des biens d'un absent; à la tutelle d'un mineur ou d'un interdit; à l'administration des biens d'une personne atteinte d'aliénation mentale et colloquée dans un établissement d'aliénés ou séquestrée à domicile;

(...)

f) Article 1150. Si le requérant est mineur émancipé ou placé sous conseil judiciaire, il peut introduire la requête sans l'assistance de son curateur.

Si le requérant est mineur non émancipé ou s'il est interdit, la requête est introduite par son tuteur; si le requérant est colloqué dans un établissement d'aliénés, séquestré à domicile ou interné, sans être interdit, la requête est introduite par son administrateur provisoire.

S'il n'a pas de tuteur ou d'administrateur provisoire ou s'il n'est pas présent, la demande peut être introduite par un de ses parents.

En cas d'extrême urgence, le mineur non émancipé peut introduire personnellement la requête.

g) Article 1186. Lorsqu'il y a lieu de procéder à l'aliénation d'immeubles appartenant en tout ou en partie à des mineurs, à des interdits ou à des personnes atteintes d'aliénation mentale et colloquées dans un établissement d'aliénés ou séquestrées à domicile, leurs représentants légaux sont tenus de demander au conseil de famille l'autorisation d'y procéder.

./.

L'autorisation accordée par le conseil de famille est soumise, par requête, à l'homologation du tribunal de première instance pour y statuer conformément aux règles énoncées aux articles 1234 à 1237.

Si les mineurs se trouvent sous la puissance paternelle de leurs père et mère, ceux-ci s'adressent ensemble, par requête, au tribunal de première instance afin d'être autorisés à la vente.

Si le tribunal accorde l'homologation, il désigne en même temps un notaire par le ministère duquel la vente publique aura lieu.

Il est procédé à celle-ci en présence des dits représentants légaux et, le cas échéant, des subrogés tuteurs, devant le juge de paix du canton de la situation des biens.

h) Article 1187. Lorsque des immeubles appartiennent en copropriété à des mineurs, des interdits, des personnes atteintes d'aliénation mentale et colloquées dans un établissement d'aliénés ou séquestrées à domicile ou à des personnes internées par application de la loi sur la défense sociale, et à d'autres personnes, ces dernières, si elles veulent procéder à la vente, peuvent s'adresser, par requête, au tribunal de première instance, afin d'y être autorisées.

Le tribunal peut, avant de statuer, entendre les représentants légaux des intéressés mineurs, interdits ou malades mentaux et, s'il fait droit à la requête, il commet un notaire qui procédera à la vente publique.

Il est procédé à celle-ci en présence des dits représentants légaux et, le cas échéant, des subrogés tuteurs, devant le juge de paix du canton de la situation des biens.

./.

i) Article 1225. Les dispositions du présent chapitre à l'égard des partages auxquels des mineurs sont intéressés sont pareillement applicables aux partages auxquels sont intéressés des interdits, des personnes atteintes d'aliénation mentale et colloquées dans un établissement d'aliénés ou séquestrées à domicile, des personnes internées par application de la loi sur la défense sociale et des absents.

Il est indispensable que le Gouvernement examine dans quelle mesure les textes qui précèdent devraient être abrogés ou modifiés pour tenir compte des institutions et des règles nouvelles créées par les deux projets (L.10.556 et L. 10.564).

*
* *

L'abrogation ou la modification de dispositions législatives existantes peut se rapporter à des matières qui ressortissent à la compétence d'un Ministre autre que le Ministre de la Justice. Il conviendra que le Ministre dont la matière relève propose et contresigne le projet, avec le Ministre de la Justice.

Het ontwerp beoogt in de eerste plaats de bescherming van de goederen van geesteszieken, die thans geregeld is in hoofdstuk VII van de wet van 18 juni 1850 op de behandeling van de krankzinnigen.

Daarmee sluit het aan bij het ontwerp betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke (L. 10.564).

De voorgenomen maatregelen beperken zich echter niet tot het beschermen van de goederen van geesteszieken alleen, maar gelden voor iedere meerderjarige die "wegens een langdurige vermindering van zijn lichaamstoestand" verhinderd is zijn wil te kennen te geven. Vandaar de behoefte aan een afzonderlijk wetsontwerp.

Artikel 3.

Artikel 3, § 1, van het ontwerp bepaalt dat de vrederechter een bijzonder voorlopig bewindvoerder kan toevoegen aan een bepaald persoon, op diens eigen verzoek of op verzoek van zijn echtgenoot, zijn bloed- of aanverwanten of zijn schuldeisers, dan wel "op ambtshalve vordering van de procureur des Konings". De rechter kan die maatregel dus niet ambtshalve nemen. Het is nochtans denkbaar, dat hij een verzoek om een maatregel tot bescherming van de persoon van een geesteszieke ontvangt op grond van artikel 2 van de ontwerp-wet betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke, maar dat in dat verzoek daarom nog geen aanwijzing van een bijzonder voorlopig bewindvoerder gevorderd wordt.

Wel kan de rechter krachtens dat artikel 2 bepalen "welke maatregel van aangepaste persoonsbescherming" mag

worden genomen, maar een maatregel inzake bescherming van de goederen, waarvoor een andere wetgeving geldt, kan hij niet vaststellen op grond van dat artikel 2, dat immers staat in een wet die, zoals de memorie van toelichting zegt, "alleen de vraagstukken betreffende de bescherming van de persoon beoogt".

In het geval dat een verzoek is gedaan door een ander dan de zieke zelf, en dat zowel diens toestand als de maatregel tot bescherming van zijn persoon de benoeming van een bijzonder voorlopig bewindvoerder noodzakelijk maakt, zou het de rechter mogelijk moeten zijn ambtshalve de daartoe strekkende beslissing te nemen, ook al is hem dat niet gevraagd via het verzoek dat het onderhavige ontwerp in artikel 3, § 1, voorschrijft.

Aan artikel 3, § 1, kan te dien einde na het eerste lid een lid worden toegevoegd, als volgt :

" De rechter kan die maatregel ambtshalve nemen wanneer bij hem door een ander dan de zieke zelf een verzoek wordt ingediend als bedoeld in artikel 2, § 1, van de wet betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke".

Paragraaf 1 zou overigens als volgt moeten beginnen :

.../...

" § 1. Aan de in artikel 1 bedoelde persoon die niet in een inrichting voor geesteszieken verblijft onder de voorwaarden bepaald in artikel 6 kan op zijn verzoek, op verzoek van zijn echtgenoot of van een van zijn bloedverwanten, aanverwanten of schuldeisers, dan wel op vordering van de procureur des Konings, door de vrederechter van het kanton van zijn woonplaats een bijzonder voorlopig bewindvoerder worden toegevoegd".

Te bepalen ware, dat de maatregel van artikel 3, § 1, eerste lid, niet hoeft te worden genomen ten aanzien van de zieke die onbekwaamverklaard is of aan wie de rechtbank al een voorlopig bewindvoerder heeft toegevoegd overeenkomstig artikel 1246 van het Gerechtelijk Wetboek.

Te dien einde ware het eerste lid nog aan te vullen met de woorden : "... worden toegevoegd, tenzij hij onbekwaam verklaard is of hem een voorlopig bewindvoerder toegevoegd is overeenkomstig artikel 1246 van het Gerechtelijk Wetboek".

*
* *

Artikel 3, § 1, van het ontwerp bepaalt voorts, dat bij het verzoek tot toevoeging van een bijzonder voorlopig bewindvoerder een geneeskundige verklaring moet worden gevoegd, en dat de vrederechter bovendien, alvorens te beslissen, het advies van een geneesheer kan - niet moet - inwinnen.

In de huidige wetgeving op de behandeling van krankzinnigen (wet van 18 juni 1850, artikel 29) kan de rechter alleen een bijzonder voorlopig bewindvoerder benoemen voor personen ten aanzien van wie beslist is dat ze of in een gesticht geplaatst of thuis afgezonderd zullen worden; in dit laatste geval moeten twee geneesheren optreden, van wie er één door de vrederechter wordt aangewezen (zelfde wet, artikel 25).

Het tweede lid van artikel 3, § 1, zou als volgt moeten beginnen :

" Bij het verzoek wordt een geneeskundige verklaring gevoegd die ten hoogste vijftien dagen oud is ...".

*
* *

.../...

Het laatste lid van artikel 3, § 1, bepaalt : "De vrederechter kiest als bijzonder voorlopig bewindvoerder bij voorkeur de echtgenoot of een van de naaste familieleden".

Uit § 3 van hetzelfde artikel, waarin onder meer wordt verwezen naar het bepaalde in het Burgerlijk Wetboek betreffende de redenen die van de voogdij vrijstellen, blijkt dat de taak van voorlopig bewindvoerder een plicht is voor hem die door de rechter is aangewezen. Hierbij moge worden opgemerkt dat de echtgenote, al moet zij bij voorkeur voor die taak worden gekozen, altijd kan weigeren op grond van artikel 432 van het Burgerlijk Wetboek.

*

* *

Paragraaf 2 van artikel 3 bepaalt : "Wanneer de persoon bedoeld in artikel 1 aan een derde voldoende rechtsbevoegdheid voor het beheer van zijn goederen heeft verleend, en de vrederechter deze voor het vervullen van de hem gegeven last geschikt acht, wordt geen bijzondere voorlopige bewindvoerder benoemd".

Van haar kant zegt de memorie van toelichting : "Indien de zieke de voorzorg heeft genomen aan een derde de nodige volmachten te verlenen, laat de rechter deze toe als voorlopige bewindvoerder ...".

Men vergete niet dat het hier gaat om iemand die niet in staat is zijn goederen te beheren of het beheer ervan te controleren, en die dus afdoende en blijvend moet worden beschermd.

.../...

De zieke heeft echter zijn bevoegdheid overgedragen in een volmacht, en die is van nature voor herroeping vatbaar; die bevoegdheid kan bovendien naar omvang en wijze van uitoefening verschillen van de bevoegdheid welke het ontwerp aan de bijzondere voorlopige bewindvoerder toekent. Dat zijn even zovele bronnen van moeilijkheden en geschillen.

Het ware dan ook geraden zich te houden aan de oplossing die de memorie van toelichting aangeeft; daarbij moet dan worden bepaald, dat de benoeming tot bijzonder voorlopig bewindvoerder een eind maakt aan de door de zieke gegeven volmacht, om te voorkomen dat voor het beheer van zijn goederen twee regelingen zouden gelden, met alle kans op conflicten van dien.

Met inachtneming van het hiervoren opgemerkte wordt voorgesteld artikel 3, § 2, als volgt te lezen :

" § 2. Heeft de in artikel 1 bedoelde persoon voldoende rechtsbevoegdheid voor het beheer van zijn goederen verleend aan een gemachtigde, dan benoemt de vrederechter deze laatste tot bijzonder voorlopig bewindvoerder wanneer hij hem voor die taak geschikt bevindt. Met die benoeming komt een einde aan de volmacht die de zieke heeft gegeven".

Wordt die oplossing aangenomen, dan moeten de woorden "en van de derde waarvan sprake is in artikel 3, § 2" in het derde lid van artikel 4 van het ontwerp vervallen.

.../...

Artikel 4.

Luidens de artikelen 4, derde lid, en 8, tweede lid, komt aan de taak van de bijzondere of algemene voorlopige bewindvoerder een einde bij onbekwaamverklaring van degene wiens goederen hij beheert.

Evenmin als de vroegere wetten treft het ontwerp een regeling voor de conflicten die kunnen ontstaan uit een krachtens het ontwerp bevolen maatregel van voorlopig bewind en uit de benoeming van een gerechtelijk raadsman vóór of na die maatregel.

Geven de maatregelen van het ontwerp een ruimere bescherming dan die van de artikelen 513 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, de nietigheid van rechtswege als voorgeschreven in artikel 502 van het Burgerlijk Wetboek is een strengere sanctie. Bovendien blijft de benoeming van een gerechtelijk raadsman uitwerking hebben tot de rechtbank opheffing ervan beveelt, terwijl de bevoegdheid van de voorlopige bewindvoerder beperkt is tot de tijd dat de zieke in de inrichting blijft (algemeen voorlopig bewindvoerder) of tot de termijn bepaald in artikel 4 van het ontwerp (bijzonder voorlopig bewindvoerder).

Bijstand van een gerechtelijk raadsman en vertegenwoordiging van de zieke door een voorlopig bewindvoerder kunnen niet samengaan.

Om dat te verhelpen zou moeten worden bepaald, dat de gevolgen van de benoeming van een gerechtelijk raadsman geschorst worden zolang het voorlopig bewind duurt.

.../...

Onder voorbehoud van het hiervoren opgemerkte leze men artikel 4 als volgt :

"Artikel 4.-

De bijzondere voorlopige bewindvoerder wordt benoemd voor een termijn van drie jaar. Die termijn kan worden vernieuwd.

Aan zijn opdracht kan, op verzoek van degene wiens goederen hij beheert of van enig ander belanghebbende, een eind worden gemaakt door de vrederechter.

De opdracht van de bijzondere voorlopige bewindvoerder eindigt van rechtswege wanneer degene wiens goederen hij beheert, onbekwaam verklaard wordt of wanneer hem een voorlopig bewindvoerder wordt toegevoegd overeenkomstig artikel 1246 van het Gerechtelijk Wetboek".

Artikel 6.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 6.-

§ 1. Op verzoek van het hoofd van de inrichting voor geesteszieken benoemt de vrederechter van het kanton waar de inrichting gelegen is een algemeen voorlopig bewindvoerder, die van rechtswege zijn bediening uitoefent ten aanzien van ieder persoon die ingevolge een beslissing in de inrichting wordt gehouden, tenzij die persoon onbekwaam verklaard is of hem een voorlopig bewindvoerder toegevoegd is overeenkomstig artikel 1246 van het Gerechtelijk Wetboek of artikel 3, §§ 1 en 2, van deze wet.

.../...

De bepalingen van het Burgerlijk Wetboek ... (voorts zoals in het ontwerp) ...

§ 2. De eigenaar noch het hoofd van de inrichting voor geesteszieken, noch enig ander aan die inrichting verbonden persoon kan tot algemeen voorlopig bewindvoerder worden benoemd".

Artikel 7.

Dit artikel kan als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 7.-

Bij de benoeming van een algemeen voorlopig bewindvoerder beslist de vrederechter op welke tijdstippen van het jaar deze gehouden is hem een staat van zijn beheer over te leggen. De vrederechter kan bovendien, indien daartoe grond bestaat, van de algemene voorlopige bewindvoerder waarborgen eisen, hetzij bij zijn benoeming, hetzij gedurende de uitoefening van zijn bediening.
Met instemming van de vrederechter kan de eigenaar of het hoofd van de inrichting waarbij de algemene voorlopige bewindvoerder zijn bediening uitoefent, de van deze geëiste waarborgen verstrekken".

Artikel 8.

Luidens § 1 van dit artikel houdt de bevoegdheid van de algemene voorlopige bewindvoerder van rechtswege op zodra de zieke definitief uit de inrichting ontslagen is.

De beslissing krachtens welke de zieke bij wijze van proef of voorgoed uit de inrichting wordt ontslagen, wordt op generlei wijze bekendgemaakt.

.../...

De Regering lijkt het zo te zien, dat het voorlopig bewind voortduurt in de periode waarin de zieke bij wijze van proef uit de inrichting ontslagen is.

Het gevaar bestaat dat derden er onkundig van zijn dat hij, al verblijft hij niet meer in een inrichting, toch nog onder algemeen voorlopig bewind staat.

*

* *

De tekst van artikel 3, § 1, eerste lid, van het ontwerp geeft te verstaan dat het recht om een bijzonder voorlopig bewindvoerder te benoemen vervalt zodra de zieke komt te verblijven in een inrichting waar hij onder algemeen voorlopig bewind staat. Op grond van artikel 8, tweede lid, van het ontwerp kan echter worden beweerd dat een bijzonder voorlopig bewindvoerder nog kan worden toegevoegd nadat de zieke in de inrichting wordt gehouden.

Beide teksten dienen in overeenstemming te worden gebracht; daartoe schrappe men in artikel 3, § 1, eerste lid, de woorden "niet in een inrichting voor geesteszieken verblijft in de voorwaarden als bepaald in artikel 6", en leze men het tweede lid van artikel 8 zoals hierna is voorgesteld.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 8.-

De bevoegdheid van de algemene voorlopige bewindvoerder houdt van rechtswege op zodra de zieke voorgoed uit de inrichting ontslagen is.

.../...

Zij houdt ook op wanneer degene wiens goederen door die bewindvoerder worden beheerd, onbekwaam verklaard wordt of he een voorlopig bewindvoerder toegevoegd wordt overeenkomstig artikel 1246 van het Gerechtelijk Wetboek of artikel 3, §§ 1 en 2, van deze wet".

Artikelen 9 en 10.

Artikel 9, tweede lid, geeft een opsomming van de daden van beheer en van beschikking welke de algemene of bijzondere voorlopige bewindvoerder kan verrichten. Artikel 10 bepaalt dat de bevoegdheid van die bewindvoerder bij beschikking van de vrederechter kan worden uitgebreid "tot andere daden van beheer en zelfs tot daden van beschikking".

Het ware logischer artikel 10 in de plaats te stellen van het laatste lid van artikel 9; dat lid, dat handelt over een geval dat de bijzondere voorlopige bewindvoerder aangaat, wordt dan van zijn kant artikel 10.

Wat de laatste volzin van artikel 10 van het ontwerp betreft, hier zou moeten worden verduidelijkt of met de "handelingen waarvoor machtiging wordt verleend" elke handeling op zichzelf dan wel categorieën van handelingen worden bedoeld.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt de volgende tekt voorgesteld :

"Artikel 9.-

De voorlopige bewindvoerder int ... (zoals in het ontwerp) ...

.../...

De voorlopige bewindvoerder sluit de huurovereenkomsten ... (zoals in het ontwerp) ...

Indien het beheer van de goederen van degene aan wie een voorlopig bewindvoerder is toegevoegd, het vereist, kan de bevoegdheid van deze laatste op zijn verzoek bij beschikking van de vrederechter tot andere handelingen worden uitgebreid. De beschikking bepaalt ... (zie advies) ...

Artikel 10.-

De vrederechter kan, met inachtneming van de aard en de omvang van de te beheren goederen en van de toestand van de te beschermen persoon, de bevoegdheid van de door hem benoemde bijzondere voorlopige bewindvoerder beperken tot sommige van de in artikel 9, eerste en tweede lid ,vermelde handelingen".

Artikel 11.

De tekst of althans de memorie van toelichting zou zich nader moeten uitspreken over de draagwijdte van de woorden "met uitsluiting van pensioenen en andere sociale uitkeringen".

.../...

Artikelen 12 en 13.

Ter wille van de overeenstemming met artikel 13 van het ontwerp zou het eerste lid van artikel 12 moeten worden geredigeerd zoals hierna is voorgesteld. In een tweede lid zou dan de stof van artikel 13 worden opgenomen. Het tweede en het derde lid van artikel 12 kunnen samen een nieuw artikel 13 vormen.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 12.-

De persoon die in een inrichting wordt gehouden of aan wie een bijzonder voorlopig bewindvoerder is toegevoegd, wordt behoudens tegenbewijs geacht in de onmogelijkheid te verkeren zijn wil te kennen te geven.

De medecontractant van die persoon kan zich niet beroepen op een gebrek in diens toestemming of op het ontbreken daarvan.

Artikel 13.-

Artikel 1304, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek is van toepassing op de termijn voor de vordering tot nietigverklaring op grond van artikel 12, eerste lid, van deze wet. Die termijn gaat in vanaf de dag dat de betrokkene, na de periode waarin hij in de inrichting werd gehouden of onder voorlopig bewind stond, kennis heeft van de handeling welke hij gedurende die periode heeft verricht.

.../...

Is de termijn ten aanzien van degene die de handeling heeft verricht, bij diens overlijden nog niet ingegaan, dan gaat hij ten aanzien van zijn erfgenamen in vanaf de dag dat zij van de handeling kennis hebben".

Artikel 14.

Bij gemis van een andersluidende bepaling in het ontwerp, wordt de woonplaats van de voorlopige bewindvoerder waarvan sprake is in artikel 14, bepaald volgens de regelen van het Burgerlijk Wetboek, niet volgens artikel 36 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 15.

De wijziging die wordt aangebracht in artikel 594, 16°, van het Gerechtelijk Wetboek zou het niet mogen laten bij de opgaaf van één der aan de vrederechter opgedragen bevoegdheden.

Artikel 17.

Dit artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 17.-

Deze wet treedt in werking de eerste dag van de ...e maand volgend op die waarin zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

De Koning kan haar vóór die datum in werking stellen".

.../...

SLOTOPMERKINGEN.

Luidens artikel 1026, 5°, van het Gerechtelijk Wetboek, moet het verzoekschrift, op staffe van nietigheid, de handtekening van de advocaat van de partij vermelden, tenzij de wet anders bepaalt. Artikel 1027 van dat Wetboek stelt dat het "buiten de uitzonderingen waarin de wet uitdrukkelijk voorziet, enkel door een advocaat kan worden ingediend".

Beide bepalingen sluiten aan op artikel 1025, dat stelt : "Behoudens in de gevallen waarin de wet er uitdrukkelijk van afwijkt, zijn de rechtsplegingen op verzoekschrift geregeld zoals in deze titel is bepaald".

Uit deze formele bepalingen, die een uitdrukkelijke afwijking van de wet vereisen opdat de in het Gerechtelijk Wetboek vastgestelde procedure geen toepassing zou vinden, zou moeten worden afgeleid dat alle verzoekschriften, bedoeld in het ontwerp van wet betreffende de bescherming van de goederen van personen die wegens hun lichaams- of geestestoestand geheel of gedeeltelijk onbekwaam zijn die te beheren, door een advocaat ondertekend en ingediend moeten worden. In een enkele - weliswaar stilzwijgende maar stellige - uitzondering is voorzien door de bepalingen die toestaan het verzoek mondeling of bij gewone brief te doen. In de overige gevallen, ook als het verzoekschrift uitgaat van de burgemeester of van het hoofd van de inrichting, zal kunnen worden betoogd - en gepleit - dat het nietig is wegens het vormgebrek dat bestaat in het niet-nakomen van de artikelen 1026 en 1027 van het Gerechtelijk Wetboek.

.../...

De Regering dient uit te maken of, voor de door haar aan te wijzen verzoekschriften, uitdrukkelijk moet worden afgeweken van die bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.

*
* *

Er moet worden nagegaan of in het ontwerp geen overgangsbepalingen nodig zijn om de moeilijkheden te ondervangen welke zich kunnen voordoen in de periode tussen de opheffing van de thans geldende wetgeving en de praktische toepassing van de nieuwe instellingen en regelen.

*
* *

Het onderhavige ontwerp of het ontwerp van wet betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke (L.10.564) kan een terugslag hebben op de volgende teksten :

1° Decreet van 16-24 augustus 1790 "sur l'organisation judiciaire". Titel XI - "Des juges en matière de police".
Artikel 3. "Les objets de police confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux sont : (...)
6° le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par les insensés ou les furieux laissés en liberté, et par la divagation des animaux malfaisants ou féroces".

2° Wet van 25 ventôse jaar XI tot regeling van het notarisambt.
Artikel 18. "Le notaire tiendra exposé, dans son étude, un tableau sur lequel il inscrira les noms, prénoms, qualités et demeures des personnes qui, dans l'étendue du ressort où il peut exercer, sont interdites et assistées d'un conseil judiciaire, ainsi que la mention des jugements relatifs ; le tout immédiatement après la notification qui en aura été faite, et à peine des dommages-intérêts des parties".

.../...

3° Burgerlijk Wetboek.

a) Artikel 174. Bij gebreke van bloedverwanten in de opgaande lijn, kunnen de meerderjarige broeders, zusters, ooms, tantes, volle neven en volle nichten zich slechts in de twee volgende gevallen tegen het huwelijk verzetten :

1° ...

2° Wanneer het verzet berust op de toestand van krankzinnigheid van de aanstaande echtgenoot ; dit verzet, waarvan de rechtbank de opheffing zonder meer kan uitspreken, wordt nooit aanvaard dan onder verplichting voor hem die het verzet heeft gedaan, om de onbekwaamverklaring van de aanstaande echtgenoot aan te vragen en daarover binnen de door het vonnis bepaalde termijn te doen beslissen.

b) Artikel 510. De inkomsten van de onbekwaamverklaarde moeten in hoofdzaak aangewend worden om zijn lot te verzachten en zijn genezing te bespoedigen. Naar de aard van zijn ziekte en de staat van zijn vermogen, kan de familieraad beslissen dat hij in zijn woning verpleegd zal worden of dat hij in een krankzinnigengesticht zal worden geplaatst. Indien de onbekwaamverklaarde behoeftig is, kan de familieraad zich wenden tot de commissie van openbare onderstand, die gelast dat hij zal worden opgenomen in een onderstandsinrichting.

Aldus gewijzigd bij artikel 18 van de wet van 15 december 1949.

c) Artikel 838. Wanneer niet alle medeërfgenamen aanwezig of door een lasthebber te hunner keus vertegenwoordigd zijn of wanneer zich onder hen onbekwaamverklaarden, in een gesticht geplaatste of ten huize afgezonderde krankzinnigen, of minderjarigen bevinden, zelfs al zijn dezen ontvoogd, of indien de nalatenschap onder voorrecht van boedelbeschrijving is aanvaard, moet de verdeling geschieden in de vorm bepaald in artikel 1206 van het Gerechtelijk Wetboek.

Aldus gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, artikel 3, artikel 101.

d) Boek III, titel VIII, hoofdstuk II, afdeling IIbis, artikel 16.

(I..)III. De minderjarige, de ontzette persoon, de blote eigenaar, de gehuwde vrouw, de afwezige of hun erfgenamen kunnen zich verzetten tegen de hernieuwing van de buiten hun instemming toegestane huurovereenkomst, indien zij het vrij beheer hunner goederen hernomen hebben.

e) Artikel 2003. Lastgeving eindigt :
Door herroeping van de volmacht van de lasthebber,
Door opzegging van de lastgeving door de lasthebber,
Door de (...) dood, de onbekwaamverklaring of het kennelijk onvermogen, hetzij van de lastgever, hetzij van de lasthebber.

Aldus gewijzigd bij artikel 28, 26°, van de wet van 15 december 1949.

4° Decreet van 25 september 1813 "concernant les mineurs ou interdits, propriétaires d'une action de la banque de France ou de portions d'action n'excédant pas ensemble une action entière".

Artikel 1. "Les dispositions de la loi du 24 mars 1806, relatives au transfert d'inscriptions de cinq pour cent consolidés, appartenant à des mineurs ou interdits, sont rendues applicables aux mineurs ou interdits propriétaires d'actions ou portions d'action de la banque de France, toutes les fois qu'ils n'auraient qu'une action ou un droit dans plusieurs actions, n'excédant pas en totalité une action entière".

.../...

16° De kosten van onderhoud en verpleging van de behoeftige krankzinnigen en die van het onderhoud van de behoeftigen welke in de bedelaarsgestichten worden opgenomen, in de gasthuizen toegelaten, of hetzij voorlopig, hetzij met toestemming van de gemeente, verpleegd in de godshuizen van die gemeenten waar zij geen recht hebben op openbare onderstand indien in die kosten niet wordt voorzien door de godshuizen of door de weldadigheidsinstellingen, onverminderd de door de provinciën te verlenen toelage, in de gevallen bij de wet bepaald.

7° Provinciale wet van 30 april 1836.

a) Artikel 69. De raad is gehouden, elk jaar op de begroting van de uitgaven te brengen, al de uitgaven welke door de wetten aan de provincie zijn opgelegd en inzonderheid de volgende :

(...)

15° De verpleging van de behoeftige krankzinnigen (...), als er door de raad erkend wordt dat de gemeenten de middelen niet bezitten om daarin te voorzien.

b) Artikel 80. De raad bepaalt het aandeel van de gemeenten in de kosten, door de verpleging van hun behoeftige krankzinnigen veroorzaakt.

8° Wet van 16 december 1851 tot herziening van de rechtsregeling der hypotheken.

Artikel 47. De rechten en schuldvorderingen waaraan een wettelijke hypotheek is toegekend, zijn : die van gehuwde vrouwen, op de goederen van hun man ; die van minderjarigen en onbekwaamverklaarden, op de goederen van hun voogd ; die van in een krankzinnigengesticht geplaatste personen, op de goederen van hun voorlopige bewindvoerder ; die van de Staat, de provincies, de gemeenten en de openbare instellingen, op de goederen van de ontvangers en beheerders die rekenplichtig zijn.

.../...

16° De kosten van onderhoud en verpleging van de behoeftige krankzinnigen en die van het onderhoud van de behoeftigen welke in de bedelaarsgestichten worden opgenomen, in de gasthuizen toegelaten, of hetzij voorlopig, hetzij met toestemming van de gemeente, verpleegd in de godshuizen van die gemeenten waar zij geen recht hebben op openbare onderstand indien in die kosten niet wordt voorzien door de godshuizen of door de weldadigheidsinstellingen, onverminderd de door de provinciën te verlenen toelage, in de gevallen bij de wet bepaald.

7° Provinciale wet van 30 april 1836.

a) Artikel 69. De raad is gehouden, elk jaar op de begroting van de uitgaven te brengen, al de uitgaven welke door de wetten aan de provincie zijn opgelegd en inzonderheid de volgende :

(...)

15° De verpleging van de behoeftige krankzinnigen (...), als er door de raad erkend wordt dat de gemeenten de middelen niet bezitten om daarin te voorzien.

b) Artikel 80. De raad bepaalt het aandeel van de gemeenten in de kosten, door de verpleging van hun behoeftige krankzinnigen veroorzaakt.

8° Wet van 16 december 1851 tot herziening van de rechtsregeling der hypotheken.

Artikel 47. De rechten en schuldvorderingen waaraan een wettelijke hypotheek is toegekend, zijn : die van gehuwde vrouwen, op de goederen van hun man ; die van minderjarigen en onbekwaamverklaarden, op de goederen van hun voogd ; die van in een krankzinnigengesticht geplaatste personen, op de goederen van hun voorlopige bewindvoerder ; die van de Staat, de provincies, de gemeenten en de openbare instellingen, op de goederen van de ontvangers en beheerders die rekenplichtig zijn.

.../...

9° Strafwetboek.

a) Artikel 556. Met geldboete van vijf frank tot vijftien frank worden eveneens gestraft :

(...)

2° Zij die krankzinnigen of razenden die onder hun bewaring staan, of kwaadaardige of woeste dieren laten rondzwerven;

(...)

b) Artikel 559. Met geldboete van tien frank tot twintig frank worden gestraft :

(...)

2° Zij die de dood of een zware verwonding van dieren of vee, aan een ander toebehorend, veroorzaken door het laten rondzwerven van krankzinnigen of razenden of van kwaadaardige of woeste dieren, of door de snelheid, het slecht besturen of het overmatig laden van voertuigen, paarden, trek-, last- of rijdieren ;

(...)

10° Koninklijk besluit nr. 254 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk Staatspersoneel en het daarmede gelijkgesteld personeel.

Artikel 6. De Minister van Financiën kan het ganse pensioen of een deel ervan toewijzen of behouden aan de wees die de leeftijd van 18 jaar heeft bereikt en ingevolge krankzinnigheid, zwakzinnigheid of gebrekkigheid in de onmogelijkheid is in zijn bestaan te voorzien.

De toepassingsmodaliteiten van dit artikel worden bij koninklijk besluit bepaald.

.../...

11° Koninklijk besluit nr. 255 van 12 maart 1936 tot eenmaking van het pensioenregime voor de weduwen en wezen der leden van het leger en van de Rijkswacht,

Artikel 6. De Minister van Landsverdediging kan het pensioen geheel of gedeeltelijk verlenen of laten behouden aan het weeskind dat de leeftijd van 18 jaar bereikt heeft en, ten gevolge van zinneloosheid, onnozelheid of lichaamsgebreken, in de onmogelijkheid verkeert in zijn onderhoud te voorzien.

De modaliteiten inzake toepassing van het tegenwoordig artikel worden bij koninklijk besluit vastgesteld.

12° Koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1947, artikel 2.

Artikel 162. Zijn, onder in artikel 163 aangewezen voorbehoud, van de formaliteit der registratie vrijgesteld :

(...)

18° Akten, vonnissen en arresten betreffende de procedure met het oog op de vrijlating van een persoon geïnterneerd in een krankzinnigengesticht, of in zake sekwestratie ten huize .

Aldus gewijzigd bij de wet van 23 december 1958, artikel 35.

13° Besluit van de Regent van 26 juni 1947 houdende het Wetboek der zegelrechten, bekrachtigd bij de wet van 1 4 juli 1951, artikel 1, 1°.

Artikel 59[1]. Worden van zegelrecht vrijgesteld :

(...)

.../...

32° Akten betreffende de procedure met het oog op vrijlating van een persoon geïnterneerd in een krankzinnigengesticht, of in zake sekwestratie ten huize .

Aldus gewijzigd bij de wet van 23 december 1958, artikel 35.

14° Wet van 27 juni 1956 betreffende het Speciaal Onderstandsfonds. Artikel 3, § 1. Komen ten laste van het Speciaal Onderstandsfonds :

1° de kosten van onderhoud en behandeling der krankzinnige behoeftigen.

Alleen de in uitvoering van artikel 7 of van artikel 25 van de wetten van 18 juni 1850 en van 28 december 1873, samengeordend bij het koninklijk besluit van 25 januari 1874, om een andere reden dan seniele kindsheid in een krankzinnigengesticht opgenomen of in bewaring gestelde behoeftigen worden als krankzinnig beschouwd.

15° Wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

Artikel 43. Wanneer een minderjarige wegens zijn geestestoestand in een psychiatrische inrichting moet verblijven, kan de jeugdrechtbank, na een psychiatrische expertise en bij een met redenen omklede beslissing, zijn plaatsing bevelen. Zodra deze niet meer volstrekt noodzakelijk is, geeft het hoofd van de psychiatrische inrichting daarvan schriftelijk bericht aan het openbaar ministerie bij de jeugdrechtbank en wordt er voor het overige gehandeld zoals in artikel 13 van de wet van 18 juni 1850 op de behandeling van de krankzinnigen, gewijzigd bij de wet van 28 december 1873, is bepaald.

Gedurende de plaatsing van een minderjarige in een psychiatrische inrichting wordt de toepassing van onderhavige wet te zijnen opzichte opgeschort.

.../...

16° Gerechtelijk Wetboek.

a) Artikel 567. De rechtbank waarvoor een vordering aanhangig is, kan de gehuwde vrouw machtigen om in rechte op te treden als eiser en als verweerder, naar de regels van de artikelen 226bis tot 226septies van het Burgerlijk Wetboek.

Zij kan eveneens een voogd of een wettelijk bewindvoerder ad hoc benoemen om bij afwezigheid of verhindering de voogd of de wettelijke bewindvoerder in het geding te vervangen.

b) Artikel 594. De vrederechter doet op verzoekschrift uitspraak :

(...)

15° over het verzoek om machtiging een krankzinnige ten huize af te zonderen ;

16° over het verzoek om aanwijzing van een algemeen of bijzonder voorlopig bewindvoerder voor de personen die in een krankzinnigengesticht zijn geplaatst of ten huize zijn afgezonderd en die niet onbekwaam verklaard noch onder voogdij geplaatst zijn, noch voorzien van een voorlopig bewindvoerder overeenkomstig artikel 497 van het Burgerlijk Wetboek ;

(...)

c) Artikel 598. De vrederechter is tegenwoordig :

1° bij openbare verkopingen van onroerende goederen en bij verdelingen waarmee het belang gemoeid is van minderjarigen, onbekwaamverklaarden, afwezigen, en personen die krachtens de wet op de bescherming van de maatschappij zijn geïnterneerd en van personen die wegens krankzinnigheid in een krankzinnigengesticht geplaatst of ten huize afgezonderd zijn ;

(...)

.../...

d) Artikel 627. Tot kennisneming van de vordering is alleen bevoegd :

(...)

6° de rechter van de plaats waar het gesticht gelegen is, wanneer het gaat om vorderingen ingesteld op grond van artikel 17 van de gecoördineerde wetten op de regeling voor de krankzinnigen en strekkend tot ontslag van een krankzinnige ;

(...)

e) Artikel 764. Uitgenomen voor de vrederechter worden, op straffe van nietigheid, aan het openbaar ministerie meegedeeld :

(...)

2° de vorderingen betreffende de inbezitstelling van goederen van een afwezige, de voogdij over een minderjarige of een onbekwaamverklaarde, het beheer over de goederen van een krankzinnige die in een krankzinnigengesticht is geplaatst of ten huize afgezonderd ;

(...)

f) Artikel 1150. Indien de verzoeker een ontvoogde minderjarige is of hem een gerechtelijk raadsman is toegevoegd, kan hij het verzoekschrift indienen zonder bijstand van zijn curator.

Indien de verzoeker een niet-ontvoogde minderjarige is of onbekwaam verklaard is, wordt het verzoekschrift ingediend door zijn voogd ; is de eiser in een krankzinnigengesticht geplaatst, ten huize afgezonderd, of geïnterneerd, doch niet onbekwaamverklaard, dan wordt het verzoekschrift ingediend door zijn voorlopig bewindvoerder.

.../...

Heeft hij geen voogd of geen voorlopig bewindvoerder of is hij niet aanwezig, dan mag het verzoekschrift ingediend worden door een van zijn ouders.

In geval van hoogdringendheid mag de niet-ontvoogde minderjarige het verzoekschrift zelf indienen.

g) Artikel 1186. Wanneer moet overgegaan worden tot de vervreemding van onroerende goederen die geheel of ten dele toebehoren aan minderjarigen, onbekwaamverklaarden of aan krankzinnigen die in een krankzinnigengesticht zijn geplaatst of ten huize afgezonderd, zijn hun wettelijke vertegenwoordigers gehouden daartoe machtiging te vragen aan de familieraad.

De door de familieraad verleende machtiging wordt bij verzoekschrift onderworpen aan de homologatie van de rechtbank van eerste aanleg, die daarover beslist overeenkomstig de regels van de artikelen 1234 tot 1237.

Staan de minderjarigen onder de ouderlijke macht van hun vader en moeder, dan wenden dezen zich samen bij verzoekschrift tot de rechtbank van eerste aanleg om tot de verkoop te worden gemachtigd.

Indien de rechtbank de homologatie toestaat, wijst zij tegelijk een notaris aan door wiens ambtelijke tussenkomst de openbare verkoping zal geschieden.

De verkoop geschiedt in tegenwoordigheid van de wettelijke vertegenwoordigers en, in voorkomend geval, van de toeziende voogden, ten overstaan van de vrederechter van het kanton waar de goederen gelegen zijn.

h) Artikel 1187. Wanneer onroerende goederen in medeëigendom toebehoren aan minderjarigen, onbekwaamverklaarden, krankzinnigen die in een krankzinnigengesticht geplaatst of ten huize afgezonderd zijn, of aan personen die geïnterneerd zijn ingevolge de wet op de bescherming der maatschappij, en aan

.../...

andere personen, dan kunnen dezen, indien zij willen verkopen, zich bij verzoekschrift wenden tot de rechtbank van eerste aanleg om daartoe te worden gemachtigd.

Alvorens te beslissen, kan de rechtbank de wettelijke vertegenwoordigers van die betrokken minderjarigen, onbekwaamverklaarden of geesteszieken horen en, indien zij gunstig op het verzoek beschikt, wijst zij een notaris aan die de openbare verkoping zal houden.

De verkoop geschiedt in tegenwoordigheid van de wettelijke vertegenwoordigers en, in voorkomend geval, van de toeziende voogden, ten overstaan van de vrederechter van het kanton waar de goederen gelegen zijn.

i) Artikel 1225. De bepalingen van dit hoofdstuk betreffende verdelingen waarbij minderjarigen belang hebben, zijn eveneens van toepassing op de verdelingen waarmee het belang gemoeid is van onbekwaamverklaarden, van krankzinnigen die in een krankzinnigengesticht geplaatst of ten huize afgezonderd zijn, van personen die geïnterneerd zijn ingevolge de wet op de bescherming van de maatschappij en van afwezigen.

De Regering moet alleszins nagaan in welke mate de hiervorenvermelde teksten opgeheven of gewijzigd moeten worden om rekening te houden met de door beide ontwerpen (L.10.556 en L.10.564) ingevoerde nieuwe instellingen en regelen.

*
* *

.../...

De opheffing of de wijziging van bestaande wetsbepalingen kan betrekking hebben op aangelegenheden die vallen onder de bevoegdheid van een andere Minister dan de Minister van Justitie. Die andere Minister behoort het ontwerp dan samen met deze voor te dragen en te ondertekenen.

---

a chambre était composée de

essieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
e Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
adame : G. CISELET, staatsraden,
evrouw :

essieurs : R. PIRSON, assesseurs de la
e Heren : section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de
afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version rançaise et la version néerlan- aise a été vérifiée sous le con- rôle de M.G. VAN BUNNEN.
Le rapport a été présenté par . H. ROUSSEAU, substitut de l'au- teur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. H. ROUSSEAU, substituut-auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.